

## LES PRÉCURSEURS CHIMIQUES DES DROGUES EN DÉBAT

## L'Algérie n'est pas à l'abri d'une menace

LES LABORATOIRES algériens sont soumis à un contrôle draconien de la part des services de sécurité et ceux des ministères de la Santé et de l'Industrie.

■ TAHAR FATTANI

L'Algérie n'est pas à l'abri de la menace des précurseurs chimiques des drogues. A l'instar des autres pays envahis par ce trafic, l'Algérie reste exposée à ce fléau qui représente aujourd'hui, une véritable menace qui guette les jeunes et les sociétés. C'est ce qui ressort de la première journée du Séminaire national d'information et de sensibilisation sur les précurseurs chimiques des drogues, ouvert hier à l'hôtel El Aurassi. Dans son allocution d'ouverture, Abdelmalek Sayeh, président de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onlcdt), a estimé que l'Algérie est appelée à agir d'une manière efficace pour empêcher la parution de ce phénomène en Algérie. «*Les circonstances qui imposent la mondialisation et la facilité avec laquelle les personnes et les biens se déplacent, ainsi que l'expansion médiatique, font qu'il n'y a plus de frontière entre les Etats, entre les continents, ce qui nous pousse à agir avant que ces drogues ne frappent à nos portes plus vite qu'on ne l'imagine*», a-t-il dit. La crainte exprimée par M. Sayeh est due au fait que les précurseurs chimiques de drogues font l'objet de tentatives de détournement et de trafic multiformes pour être utilisés dans la



fabrication illicite des drogues. Ces produits font souvent l'objet de transformation et de contrebande illicite sous différentes formes, et ce, malgré le contrôle international draconien. Pour l'Algérie, les précurseurs chimiques interviennent, en Algérie, dans plusieurs industries à l'instar de l'industrie pharmaceutique, agroalimentaire, textile, pétrolière, l'industrie de l'armement, le cosmétique et pétrochimique. «*Ces précurseurs sont donc*

*utilisés dans des laboratoires et des usines en parfaite légalité avec des régulateurs définis par la loi*», dira M. Sayeh. Le président de l'Onlcdt explique que les précurseurs qui rentrent en Algérie et destinés à la fabrication dans les domaines suscités, obéissent à un contrôle strict de la part des services de sécurité du contrôle des services du ministère de la Santé et celui de l'Industrie. Le même responsable ne cache pas sa crainte que ces pré-

curseurs «*tombent*» entre les mains des narcotrafiquants qui vont les transformer pour la fabrication «*des produits criminels*». «*L'utilisation des précurseurs chimiques pour une industrie légale qui obéit au contrôle de l'Etat ne pose aucun problème, mais c'est l'utilisation de ces précurseurs pour une industrie criminelle qui est illégale et qu'il faut combattre*», a-t-il ajouté, lors d'un point de presse animé avec Patrick Penniineckx, secrétaire exécutif du groupe Pompidou et M. Reiner Pubngs, représentant de l'Oisc. Pour M. Sayeh, les laboratoires algériens travaillent sous le contrôle de tous les services mentionnés. De son côté, M. Patrick Penniineckx, a souligné le grand rôle que joue l'Algérie non seulement dans la lutte contre la drogue, mais aussi, dans l'élaboration d'une politique basée sur une lutte commune contre ce fléau. Il a ajouté que l'Algérie figure parmi les premiers pays à avoir accepté de travailler et de collaborer avec les pays membres du groupe Pompidou. Organisé par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onlcdt), ce sémi-

naire se veut une occasion pour les experts nationaux et internationaux de débattre de cette problématique en Algérie ainsi que dans le monde. L'objectif principal de ce séminaire est de lutter contre le détournement des précurseurs chimiques des drogues. Cette rencontre vise également, selon la fiche technique de l'Onlcdt, à améliorer les connaissances des personnels opérationnels des services de lutte en vue de perfectionner leur savoir en la matière et en termes de détection et de répression de détournement des précurseurs. Il a pour but, également, de perfectionner les personnels de laboratoires d'analyse et d'expertise de ces produits, de sensibiliser les importateurs et utilisateurs de ces précurseurs aux dangers de leur détournement, ainsi que de renforcer le contrôle des précurseurs de drogues en Algérie. En plus d'experts et universitaires nationaux, des experts étrangers (France, Espagne, Liban, Suisse et Jordanie), y sont attendus. Globalement, 200 participants dont des représentants de la direction générale de la Sécurité nationale, de la Gendarmerie et Douanes nationales. Prendront part, également, à ce séminaire des importateurs et utilisateurs de ces produits et des magistrats.

T. F.